

Rien ne va plus entre l'Eglise catholique et Silvio Berlusconi

Le torchon brûle entre Silvio Berlusconi et les catholiques, mais l'Eglise italienne ne va pas jusqu'à une rupture totale car elle a encore besoin de son gouvernement, faute d'une solution de rechange chrétienne-démocrate.

Malmené par son propre camp, critiqué par le patronat, le président du Conseil, qui a toujours eu le soutien discret de l'Eglise en échange de son appui à l'intransigeance bioéthique du Vatican, a fait l'objet de critiques jamais entendues de la part d'un président de la puissante conférence épiscopale italienne (CEI), même si le «Cavaliere» n'a pas été nommé. Le cardinal Angelo Bagnasco a dénoncé cette semaine des «comportements difficilement compatibles avec la dignité institutionnelle», «contraires à la dignité publique», «tristes et insignifiants».

Silvio Berlusconi, dont les frasques sexuelles font la Une de la presse de la péninsule, était à l'évidence le premier visé.

En partant pour l'Allemagne la semaine dernière, le pape Benoît XVI avait déjà exprimé «le vœu d'un renouveau éthique de notre chère Italie». Le 17 septembre, un sommet dans la résidence d'été du pape à Castel Gandolfo aurait, selon plusieurs journaux, décidé du nouveau cap. Benoît XVI, M^{gr} Bagnasco et le numéro deux du Vatican Tarcisio Bertone y seraient convenus d'une dénonciation des mœurs politiques, en particulier de M. Berlusconi. Mais le pape aurait demandé que ni le chef du gouvernement ni un parti spécifique ne soient désignés.

De simples fidèles, des paroisses et des associations catholiques ont multiplié les démarches auprès des évêques pour dire leur «ras-le-bol». Et Marco Politi, vaticaniste du journal de gauche *Il Fatto Quotidiano* a accusé l'Eglise d'avoir «deux ans de retard», jugeant que les évêques ont «trop attendu pour dire qui a amené l'Italie au bord du gouffre».

L'Eglise et le Vatican ont soutenu le gouvernement, même après l'affaire Rubygate où M. Berlusconi est actuellement jugé pour prostitution de mineure, car il avait promis de défendre leurs positions contre l'euthanasie, les manipulations génétiques ou le mariage homosexuel.

Mais du point de vue du Vatican, il n'y a pas vraiment d'alternative politique car une coalition de centre gauche, comme du temps du Premier ministre catholique Romano Prodi, ne garantit pas que des lois «contraires à la vie» soient bloquées. M^{gr} Bagnasco n'a pas dit comment l'Eglise italienne voit l'après-Berlusconi mais il a évoqué «à l'horizon» pour les catholiques l'émergence d'un «sujet culturel et social pouvant servir d'interlocuteur à la politique».

Selon l'expert de ces questions, Andrea Tornielli, «pour les dirigeants de la CEI, il est évident que l'ère Berlusconi est finie». «Mais cela ne signifie pas maîtriser la durée et les modalités de la transition vers une nouvelle phase» écrit-il sur le site Vatican Insider.

Une «saison» dans laquelle l'Eglise souhaite que s'engage une «nouvelle génération» de politiciens catholiques.

Le «rêve» caressé par certains est celui d'une grande restructuration, d'un regroupement des forces catholiques dans un «grand centre», axe rassembleur de majorités futures, favorisé par un système proportionnel. Toutefois, pour le vaticaniste Sandro Magister, une telle vision est «illusoire», tant des divergences séparent catholiques à gauche et à droite.

La «ligne majoritaire» dans l'Eglise, a-t-il déclaré à l'AFP, est «le maintien du système bipolaire». Ce système laisse les catholiques libres d'adopter des positions socio-économiques diverses, l'Eglise espérant continuer de les rassembler, comme dans le passé, lors de votes sur les «questions non négociables» de la «défense de la vie».

Hier, le secrétaire général de la CEI, Mariano Crociata, a cherché à calmer la tempête en affirmant que l'Eglise n'avait «pas de partis à promouvoir ou à organiser». Elle «ne fait pas les gouvernements et ne les renvoie pas. Attribuer de telles intentions» au discours de Mgr Bagnasco est «hors de propos», a-t-il dit.

LE PARLEMENT EUROPÉEN VOTE POUR L'ÉTAT PALESTINIEN

Bruxelles contre Bruxelles

Les euro-députés demandent à une large majorité aux gouvernements de l'UE «d'être unis dans leur attitude face à la demande légitime du peuple palestinien à être représenté aux Nation Unies en tant qu'Etat».

De notre bureau de
Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Pour être claire et limpide, la résolution adoptée par la prestigieuse Assemblée européenne, l'est, assurément.

Elle ne laisse planer aucun doute sur le rapport de force au sein du Parlement européen, largement en faveur de la justice, du droit, voire du bon sens.

Pour autant, l'attitude courageuse des euro-députés ne règle pas, loin s'en faut, la question parmi les 27, la composition actuelle de l'ensemble UE.

Les divisions sont criantes, importantes entre les uns et les autres. Berlin a clairement signifié son refus de voir surgir, un jour, à New York un Etat palestinien sans l'aboutissement de pourparlers directs entre l'Autorité palestinienne et Israël.

Le Royaume-Uni louvoie, tergiverse, émet des signaux tantôt favorables à l'option, tantôt aux antipodes de la doléance pales-

tinienne. C'est le Royaume-Uni, l'Angleterre, la Grande-Bretagne, la Perfide Albion. Les yeux rivés sur les USA et le dos tourné au continent en continuant de s'en prévaloir, de l'orienter même. Personne, ici, n'est dupe, cependant. Tout le monde sait que David Cameron n'ira pas à contre-sens de la décision de B. Obama.

Le chef du gouvernement britannique semble avoir reçu pour mission de neutraliser les ardeurs françaises. Paris, en effet, donne aux Américains l'impression de vouloir voter en Conseil de sécurité pour l'Etat palestinien. N. Sarkozy a, c'est vrai, ces derniers jours, tempéré son allant en proposant une voie médiane, une sorte d'observateur assisté à l'entité palestinienne.

Ce qui renvoie absolument à rien du tout. Soit on reconnaît, soit on ne reconnaît pas. Les autres pays européens n'ont pas encore dévoilé leurs intentions et essayent de trouver un



Photo : D.F

consensus inter-européen.

On sait, par gorges profondes que l'Espagne et les ex-Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et les Nordiques sont pour la doléance de Mahmoud Abbas.

Les ex-Est, emmenés par la Pologne, sont contraints de tenir compte de l'attitude de

l'Allemagne. Le président du Parlement européen, un Polonais, au demeurant, a semblé plutôt partisan de la proclamation de l'Etat palestinien.

Sur la question palestinienne, l'Europe n'est pas sortie de l'auberge, elle n'y est même pas encore entrée.

A. M.

TUNISIE

«Feuille de route» pour redorer l'image du système sécuritaire

Le ministère de l'Intérieur tunisien a présenté hier sa «feuille de route» pour la réforme des forces de police et la transformation de l'ancien outil répressif du régime Ben Ali en un «système sécuritaire démocratique».

«Notre priorité aujourd'hui est la création d'une nouvelle structure sécuritaire pour un Etat démocratique, basée sur le respect et l'application de la loi», a déclaré lors d'une conférence de presse Lazhar Akremi, secrétaire d'Etat chargé de la réforme auprès du ministère de l'Intérieur.

Il a présenté une «feuille de route», fruit de «deux mois de discussions entre experts», axée sur la formation des poli-

ciers et le dialogue avec les citoyens. Le projet prévoit la création d'une nouvelle formation de deux ans pour les jeunes recrues, la mise en place d'un centre d'études stratégiques de sécurité, une refonte des services secrets.

Il prévoit aussi un nouvel uniforme pour les policiers, «afin de changer leur image et marquer la rupture avec le passé», a précisé M. Akremi.

Les policiers seront appelés à se rendre dans les écoles pour parler de leur métier et développer «une culture de dialogue». «Nous devons développer un système de sécurité démocratique et l'école est la base pour changer les mentalités», a-t-il dit, indi-

quant qu'un livre blanc pour une réforme du secteur sécuritaire était en cours de préparation. Cette feuille de route sera présentée à l'assemblée constituante issue des urnes après les élections du 23 octobre, premier scrutin en Tunisie depuis la fuite de l'ex-président Ben Ali, chassé du pouvoir le 14 janvier par un soulèvement populaire.

La Tunisie compte environ 60 000 policiers, selon des chiffres syndicaux.

Honnis et craints sous Ben Ali, les agents de sécurité sont souvent déconsidérés aux yeux de l'opinion publique, qui estime que l'épuration n'a pas été faite au sein du système sécuritaire et que les anciennes pratiques perdurent.

Les États-Unis confirment la mort d'Anwar al-Aulaqi

De hauts responsables américains ont confirmé hier la mort de l'imam radical américano-yéménite Anwar al-Aulaqi, lié à Al-Qaïda et recherché par Washington, qui avait auparavant été annoncée par les autorités de Sanaa.

Aucun de ces responsables n'a donné de détails sur les circonstances du décès d'Anwar al-Aulaqi. «Je peux confirmer (...) qu'il est mort. Je ne peux rien confirmer de plus», a simplement déclaré l'un d'eux à l'AFP. «Il a été confirmé que le chef des opérations extérieures d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) Anwar al-Aulaqi avait été tué aujourd'hui (hier ndlr) au Yémen», a déclaré un autre haut responsable à l'AFP, soulignant que «le programme antiterroriste est resté efficace malgré les troubles dans le pays».

«Al-Aulaqi était un des terroristes les plus dangereux d'AQPA», a-t-il souligné.

«Le dirigeant terroriste d'Al-Qaïda Anwar al-Aulaqi a été tué avec des membres de cette organisation qui se trouvaient avec lui», avait auparavant annoncé un porte-parole du ministère yéménite de la

Défense, cité par la télévision d'Etat. Le ministère n'avait pas précisé les circonstances de la mort d'Anwar al-Aulaqi mais des sources tribales ont indiqué à l'AFP qu'il a péri dans un raid aérien lancé tôt hier contre deux véhicules circulant entre Maarib (à l'est de Sanaa) et Jouf, province désertique limitrophe de l'Arabie saoudite.

L'une des sources tribales a affirmé que «l'attaque a été menée par des avions américains» ajoutant que la zone était survolée depuis quelques jours par des avions non identifiés.

Peter King, un élu républicain qui préside la commission de la Sécurité intérieure de la Chambre des représentants américaine, s'est félicité jeudi de cette nouvelle, y voyant dans un communiqué «un hommage formidable au (travail) du président Barack Obama et des hommes et femmes du renseignement» américain.

«Au cours des dernières années, Anwar al-Aulaqi était encore plus dangereux que ne l'avait été Oussama Ben Laden», le chef d'Al-Qaïda, lui-même tué dans un raid américain au Pakistan début mai, a-t-il estimé.

«Le mort d'Anwar al-Aulaqi est un coup porté à Al-Qaïda dans la Péninsule arabe (Aqpa)», a estimé de son côté le centre de surveillance américain de groupes extrémistes IntelCenter dans un communiqué.

«Cela va en particulier affecter la capacité du groupe à recruter et à lever des fonds», a noté IntelCenter, rappelant que l'influence d'al-Aulaqi était «sans précédent» auprès de nombreux soutiens potentiels d'Aqpa.

Considéré comme une menace aussi grande qu'Oussama Ben Laden par les Etats-Unis, Anwar Al-Aulaqi était soupçonné par Washington de liens avec le Nigérian Umar Farouk Abdulmutallab, auteur de l'attentat manqué du 25 décembre 2009 avec des explosifs cachés dans ses sous-vêtements sur un avion de ligne américain.

Al-Aulaqi était aussi connu pour avoir entretenu une correspondance avec le commandant américain Nidal Hassan, l'auteur présumé de la fusillade qui a fait 13 morts sur la base de Fort Hood (Texas) en novembre 2009.